



Groupe Banque TD
Présentation sur les résultats trimestriels
Deuxième trimestre de 2015

Jeudi 28 mai 2015

Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs



De temps à autre, la Banque fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent document, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable du Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée Private Securities Litigation Reform Act of 1995. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, les énoncés figurant dans le présent document, dans le rapport de gestion du rapport annuel 2014 de la Banque à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et, pour chacun de ses secteurs d'activité, aux rubriques « Perspectives et orientation pour 2015 », ainsi que dans d'autres énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2015 et par la suite et les stratégies pour les atteindre, ainsi que le rendement financier prévu de la Banque. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme « croire », « prévoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier » et « pouvoir » et de verbes au futur ou au conditionnel.

De par leur nature, ces énoncés obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude quant à l'environnement physique et financier, à la conjoncture économique, au climat politique et au cadre réglementaire, ces risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Les facteurs de risque qui, individuellement ou ensemble, pourraient entraîner de tels écarts incluent notamment les risques de crédit, de marché (y compris les marchés boursiers, des marchandises, de change et de taux d'intérêt), d'illiquidité, d'exploitation (y compris la technologie), de réputation, d'assurance, de stratégie et de réglementation ainsi que les risques juridiques, environnementaux, d'adéquation des fonds propres et les autres risques. Ces facteurs de risque comprennent notamment la conjoncture économique et commerciale dans les régions où la Banque exerce ses activités; la capacité de la Banque à mettre en œuvre ses principales priorités, notamment réaliser des acquisitions, élaborer des plans stratégiques et recruter, former et maintenir en poste des dirigeants clés; les interruptions ou attaques (y compris les cyberattaques) visant la technologie informatique, l'Internet, les systèmes d'accès au réseau ou les autres systèmes ou services de communications voix-données de la Banque; l'évolution de divers types de fraude et d'autres comportements criminels auxquels la Banque est exposée; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées, notamment relativement au traitement et au contrôle de l'information; l'incidence de la promulgation de nouvelles lois et de nouveaux règlements et de la modification des lois et des règlements actuels; le contexte de contentieux globalement difficile, y compris aux États-Unis; la concurrence accrue, y compris dans le domaine des services bancaires par Internet et par appareil mobile; les changements apportés aux notations de crédit de la Banque; les variations des taux de change et d'intérêt; l'augmentation des coûts de financement de crédit causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; les changements apportés aux méthodes comptables utilisées par la Banque; et l'occurrence d'événements catastrophiques naturels et autres que naturels et les demandes d'indemnisation qui en découlent. La Banque avise le lecteur que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2014, telle qu'elle peut être mise à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite et dans les communiqués (le cas échéant) relatifs à l'une ou l'autre des transactions ou des événements dont il est question à la rubrique « Événements importants » dans le rapport de gestion pertinent, lesquels peuvent être consultés sur le site Web www.td.com/francais. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs, avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque, et ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes étayant les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont décrites dans le rapport de gestion 2014 à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et, pour chacun des secteurs d'exploitation, sous les rubriques « Perspectives et orientation pour 2015 », en leur version modifiée dans les rapports trimestriels aux actionnaires déposés par la suite.

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs, les priorités et le rendement financier prévu de la Banque aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour de quelque énoncé prospectif, écrit ou verbal, qu'elle peut faire de temps à autre directement ou indirectement, à moins que la législation en valeurs mobilières applicable ne l'exige.

- Solides résultats financiers au T2 2015
 - Bénéfice rajusté¹ de 2,2 G\$, en hausse de 5 % sur 12 mois;
BPA rajusté en hausse de 5 % sur 12 mois
- Bons résultats pour les Services de détail au Canada et aux États-Unis; trimestre solide pour les Services bancaires de gros
- Annonce des frais de restructuration

1. La Banque dresse ses états financiers consolidés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) et désigne les résultats dressés selon les IFRS, les principes comptables généralement reconnus (PCGR) actuels, « comme présentés ». La Banque a également recours à des mesures financières non conformes aux PCGR; les résultats sont alors appelés « rajustés » (c.-à-d. résultats obtenus en retranchant les « éléments à noter » des résultats comme présentés, déduction faite des impôts), pour évaluer chacun de ses secteurs d'activité et mesurer son rendement global. Le bénéfice net rajusté, le bénéfice par action (BPA) rajusté et les termes connexes utilisés dans le présent document ne sont pas définis par les PCGR et peuvent ne pas être comparables à des termes semblables utilisés par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Présentation de l'information financière de la Banque » du communiqué de presse sur les résultats du deuxième trimestre de 2015 et du rapport de gestion de la Banque (www.td.com/francais/investisseurs) pour de plus amples renseignements, les résultats comme présentés, une liste des éléments à noter et une conciliation des mesures non conformes aux PCGR. Au T2 2015, le bénéfice net comme présenté et le BPA comme présenté s'établissent à 1,859 M\$ et 0,97 \$ respectivement. Au T2 2015, le bénéfice net comme présenté a reculé de 6 % sur 12 mois et le BPA comme présenté, de 7 % sur 12 mois.

Faits saillants du T2 2015



Points importants

- **BPA rajusté¹ de 1,14 \$, en hausse de 5 % sur 12 mois**
- **Bénéfice net rajusté en hausse de 5 % par rapport au T2 2014**
 - Bonne contribution des Services bancaires de détail
 - Rendements solides pour les Services bancaires de gros
 - Raffermisssement du \$ US
- **Produits rajustés² en hausse de 6 % sur 12 mois (2 % hors change)**
 - Forte croissance des prêts, des dépôts et des actifs de gestion de patrimoine, et hausse de produits tirés des activités d'assurance, des commissions et des activités de négociation
 - Partiellement neutralisée par une compression des marges, une diminution des gains sur valeurs mobilières et une baisse des produits du secteur Siège social
- **Charges rajustées en hausse de 8 % sur 12 mois (4 % hors change)**
 - Compte non tenu du change, la croissance des charges est attribuable à la hausse de la rémunération variable et des dépenses dans des projets et des initiatives; les charges de base n'ont pas changé
 - Compte non tenu de la rémunération variable, les charges ont augmenté de 2,2 %
- **Solide ratio des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de première catégorie de 9,9 %**

Faits saillants financiers – M\$

Sommaire des profits et des pertes, rajustés¹

Rajustés ¹	T2 2015	T1 2015	T2 2014
Produits²	7 178 \$	6 915	6 776
Charges	4 243	4 092	3 922
Bénéfice net	2 169 \$	2 123	2 074
BPA dilué	1,14 \$	1,12	1,09

Comme présenté	T2 2015	T1 2015	T2 2014
Produits	7 759	7 614	7 435
Charges	4 705	4 165	4 029
Bénéfice net	1 859	2 060	1 988
BPA dilué	0,97	1,09	1,04

Bénéfice par secteur

	T2 2015	T1 2015	T2 2014
Services de détail³ (rajusté)	2 062 \$	2 074	1 897
<i>Services de détail (comme présenté)</i>	2 030	2 074	1 874
Services bancaires de gros	246	192	207
Siège social (rajusté)	(139)	(143)	(30)
<i>Siège social (comme présenté)</i>	(417)	(206)	(93)

1. Les résultats rajustés sont définis à la note 1 de la diapositive 3.

2. Aux fins de la présente diapositive, les montants des réclamations d'assurance sont présentés en diminution des produits rajustés. Les produits rajustés (sans diminution des réclamations d'assurance) s'établissent à 7 435 M\$, 7 614 M\$ et 7 742 M\$ pour le T2 2014, le T1 2015 et le T2 2015, respectivement. Les réclamations d'assurance sont de 659 M\$, 699 M\$ et 564 M\$ pour le T2 2014, le T1 2015 et le T2 2015, respectivement. Les produits comme présentés, après déduction des réclamations, ont augmenté de 6 % sur 12 mois.

3. Les Services de détail sont composés des secteurs Services de détail au Canada et Services de détail aux États-Unis, tels qu'ils sont présentés dans le communiqué de presse sur les résultats du T2 2015 et le rapport de gestion de la Banque.

Bénéfices du T2 2015 : Éléments à noter



		M\$	BPA
Bénéfice net et BPA (dilué) comme présentés		1 859 \$	0,97 \$
Éléments à noter	Avant impôts (en M\$)	Après impôts (en M\$)	BPA
Amortissement des immobilisations incorporelles ¹	73 \$	65 \$	0,04 \$
Frais de restructuration ²	337 \$	228 \$	0,12 \$
Charges/provision pour litiges et liées aux litiges ³	52 \$	32 \$	0,02 \$
Juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres reclassés comme disponibles à la vente	(17 \$)	(15 \$)	(0,01 \$)
Excluant les éléments à noter précités			
Bénéfice net et BPA (dilué) rajustés⁴		2 169 \$	1,14 \$

1. Incluant la charge d'amortissement des immobilisations incorporelles de 16 M\$, déduction faite des impôts, se rapportant à TD Ameritrade Holding Corporation. L'amortissement des logiciels est inclus dans l'amortissement des immobilisations incorporelles; cependant, il n'est pas inclus aux fins des éléments à noter, qui ne comprennent que l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises par suite de regroupements d'entreprises.
2. Au T2 2015, la Banque a adopté certaines mesures visant à réduire les coûts et à gérer les charges d'une manière durable, de même qu'à favoriser une plus grande efficacité opérationnelle. Ces mesures comprennent la refonte de processus et la restructuration des secteurs d'exploitation, l'optimisation des succursales de détail et des biens immobiliers, et un examen de l'organisation.
3. Par suite d'un jugement défavorable et de l'évaluation de certains autres événements et expositions survenus aux États-Unis, la Banque a réévalué sa provision pour litiges par mesure de prudence. Compte tenu de ces facteurs, y compris les cas liés ou analogues, la Banque a déterminé qu'un resserrement de sa provision pour litiges était nécessaire au T2 2015, selon les normes comptables applicables.
4. Les résultats rajustés sont définis à la note 1 de la diapositive 3.

Services de détail au Canada



Points importants

- **Bénéfice net rajusté¹ en hausse de 6 % sur 12 mois**
 - Contribution solide des secteurs Services bancaires, Gestion de patrimoine et Assurance
- **Produits en hausse de 2 % sur 12 mois**
 - Bonne croissance des volumes et des actifs de gestion de patrimoine, reprise des rajustements au titre des pertes sur créances sur les portefeuilles de cartes de crédit et hausse solide des produits, après déduction des indemnisations; hausse neutralisée partiellement par la diminution des marges
- **Marge d'intérêt nette en hausse de 1 pdb sur 3 mois et en baisse de 8 pdb sur 12 mois**
- **PPC stable sur 12 mois**
- **Charges rajustées en hausse de 4 % sur 12 mois**
 - Augmentation des coûts liés aux employés et à la croissance des activités, en partie contrebalancée par des gains de productivité

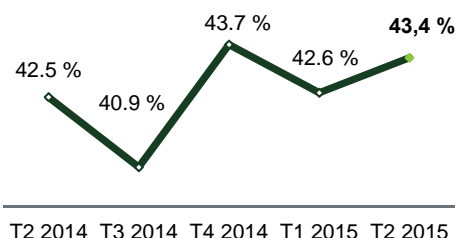
Bonne performance généralisée

Profits et pertes en M\$

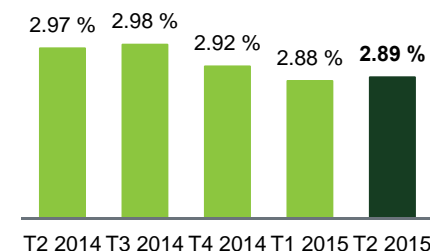
Rajustés, s'il y a lieu¹

	T2 2015	Var. trimestrielle	Var. annuelle
Produits	4 778 \$	-2 %	2 %
Réclamations d'assurance	564	-19 %	-14 %
Provision pour pertes sur créances (PPC)	239	26 %	0 %
Charges (rajustées)	2 075	0 %	4 %
<i>Charges (comme présentées)</i>	2 075	0 %	3 %
Bénéfice net (rajusté)	1 436 \$	-1 %	6 %
<i>Bénéfice net (comme présenté)</i>	1 436 \$	-1 %	8 %
Rendement des capitaux propres (RCP)	42,3 %		

Ratio d'efficacité rajusté¹



Marge d'intérêt nette



1. Les résultats rajustés sont définis à la note 1 de la diapositive 3.

Services de détail aux États-Unis



Points importants

- **Bénéfice net rajusté¹ en hausse de 1 % sur 12 mois**
- **Baisse des produits de 2 % sur 12 mois**
 - Attribuable à Target et à un recul des gains sur valeurs mobilières²
 - Croissance solide des volumes et des honoraires, neutralisée par la compression des marges
- **Baisse de la marge d'intérêt nette de 9 pdb sur 3 mois**
 - Modestes pressions dans la deuxième moitié
- **PPC en baisse de 33 % sur 12 mois**
 - Compte non tenu de Target, la PPC a été stable
- **Hausse des charges rajustées de 1 % sur 12 mois**
 - Pour soutenir la croissance et pour couvrir l'augmentation des coûts relatifs à la réglementation; en partie compensée par l'amélioration de la productivité
 - Bon contrôle des charges

Résultats et données fondamentales solides

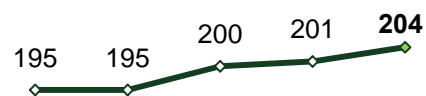
Profits et pertes en M\$ US

Rajustés, s'il y a lieu¹

	T2 2015	Var. trimestrielle	Var. annuelle
Produits	1 853 \$	-3 %	-2 %
Provision pour pertes sur créances (PPC)	104	-32 %	-33 %
Charges (rajustées)	1 223	3 %	1 %
<i>Charges (comme présentées)</i>	1 265	6 %	4 %
Bénéfice net, Services de détail aux États-Unis (rajusté)	433 \$	-5 %	2 %
<i>Bénéfice net, Services de détail aux États-Unis (comme présenté)</i>	407	-11 %	-4 %
Bénéfice net, TD Ameritrade	69 \$	-13 %	-1 %
Bénéfice net total (rajusté)	502 \$	-6 %	1 %
<i>Bénéfice net total (comme présenté)</i>	476	-11 %	-4 %
Bénéfice net total (rajusté)	626 C\$	0 %	14 %
<i>Bénéfice net total (comme présenté)</i>	594 C\$	-5 %	8 %
Ratio d'efficacité (rajusté)	60,0 %	350 pdb	170 pdb
Rendement des capitaux propres (RCP) (rajusté)	8,3 %		

Dépôts³

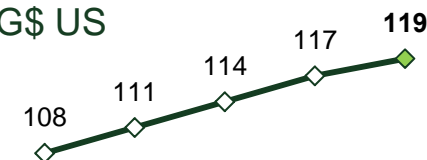
G\$ US



T2 2014 T3 2014 T4 2014 T1 2015 T2 2015

Prêts³

G\$ US



T2 2014 T3 2014 T4 2014 T1 2015 T2 2015

1. Les résultats rajustés sont définis à la note 1 de la diapositive 3. Au T2 2015, le ratio d'efficacité et le rendement des capitaux propres comme présentés s'établissent à 68,2 % et à 7,9 %, respectivement.

2. Les gains sur valeurs mobilières comprennent les gains sur la vente de valeurs mobilières et de titres de créance classés comme prêts.

3. Les dépôts comprennent les dépôts moyens de particuliers, les dépôts moyens d'entreprises et les soldes moyens des comptes de dépôts assurés de TD Ameritrade. Les prêts comprennent les prêts moyens aux particuliers et la moyenne des prêts aux entreprises et des acceptations.

Services bancaires de gros



Points importants

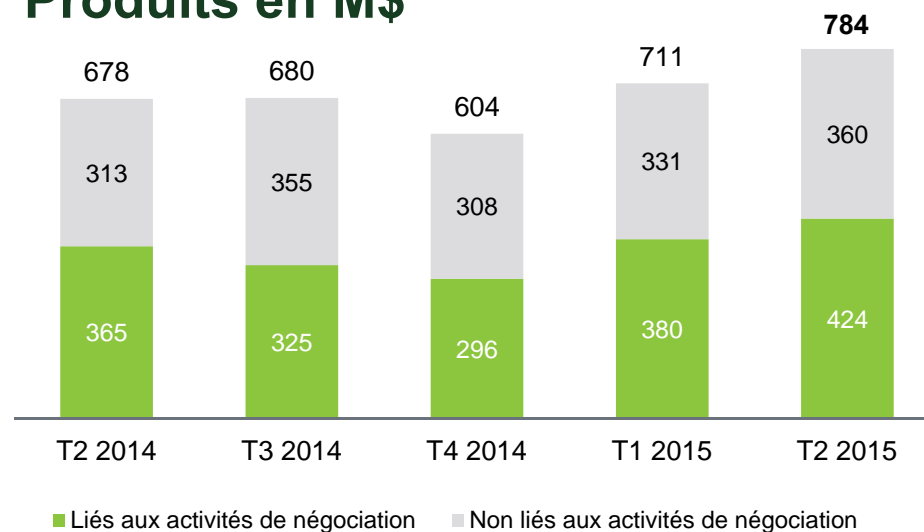
- Bénéfice net en hausse de 19 % sur 12 mois
- Hausse des produits de 16 % sur 12 mois
 - Attribuable aux activités de négociation, de souscription d'obligations et de prise ferme d'actions, et à une forte croissance des prêts aux entreprises
- Hausse des charges de 10 % sur 12 mois
 - Attribuable à la hausse de la rémunération variable et à l'incidence des opérations de change

Bons résultats tirés du modèle d'affaires axé sur le client

Profits et pertes en M\$

	T2 2015	Var. trimestrielle	Var. annuelle
Produits	784 \$	10 %	16 %
Provision pour pertes sur créances (PPC)	0	N. d.	N. d.
Charges	447	3 %	10 %
Bénéfice net	246 \$	28 %	19 %
Rendement des capitaux propres (RCP)	17,7 %		

Produits en M\$



Points importants

- Bénéfice net rajusté¹ en baisse de 109 M\$ sur 12 mois
 - Tient compte du gain lié à la vente d'actions de TD Ameritrade l'an dernier et d'une diminution des éléments fiscaux positifs

Profits et pertes en M\$

Rajustés, s'il y a lieu¹

	T2 2015	T1 2015	T2 2014
Charges nettes du Siège social	(177) \$	(172) \$	(159) \$
Autres	10 \$	2	103
Participations ne donnant pas le contrôle	28 \$	27	26
Bénéfice net (rajusté)	(139) \$	(143) \$	(30) \$
<i>Bénéfice net (comme présenté)</i>	<i>(417) \$</i>	<i>(206)</i>	<i>(93)</i>

Contexte

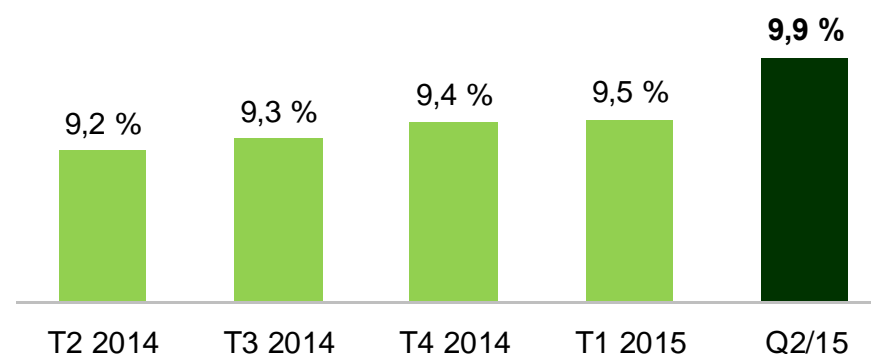
- Le secteur Siège social comprend :
 - Les activités de trésorerie nettes et de gestion des capitaux propres
 - Les charges du Siège social et tout autre élément non attribué aux secteurs d'exploitation

1. Les résultats rajustés sont définis à la note 1 de la diapositive 3.

Faits saillants

- RCP attribuables aux AO de première catégorie selon Bâle III de 9,9 %
- Hausse sur 3 mois tenant compte d'une solide production interne de capitaux et de réductions des actifs pondérés en fonction des risques, en particulier dans les Services bancaires de gros
- Ratio d'endettement de 3,7 %
- Ratio de liquidité à court terme de 122 %

RCP attribuables aux AO de première catégorie selon Bâle III¹



Nous demeurons en bonne position pour suivre l'évolution du cadre réglementaire et des exigences relatives aux CP.

1. Depuis le T1 2013, les montants sont calculés en vertu du dispositif réglementaire de Bâle III, à l'exception des fonds propres touchés par le rajustement de la valeur de crédit conformément à la ligne directrice du BSIF, et sont présentés selon la méthode dite « tout compris ». Le 1^{er} janvier 2014, l'application progressive sur une période de cinq ans de l'exigence pour les fonds propres touchés par le rajustement de la valeur de crédit a commencé, en fonction d'une approche scalaire selon laquelle l'exigence s'établit à 57 % en 2014, à 64 % en 2015 et 2016, à 72 % en 2017, à 80 % en 2018 et à 100 % en 2019.

Frais de restructuration



Les frais de restructuration découlent d'un examen approfondi des différents secteurs d'exploitation et unités de la TD dans le but d'améliorer le service à la clientèle, de réduire la complexité organisationnelle et de réaliser des gains en efficacité.

Les trois domaines généraux visés sont les suivants :

- **Refonte de processus et restructuration de secteurs** – systèmes et processus à l'échelle de l'entreprise
- **Optimisation des succursales de détail et des biens immobiliers** – Nombre de succursales TD, centres d'appels et bureaux
- **Examen de l'organisation** – visant principalement la structure de la haute direction et celle de la gestion de l'entreprise

À combien s'élèvent ces frais? 337 M\$ avant impôts/228 M\$ après impôts ou 0,12 \$ par action

Économies de coûts prévues Environ 2 % de nos charges totales d'ici 2017; pour aider à abaisser le taux de croissance de nos charges au fil du temps, compte tenu de la hausse des investissements nécessaires et des coûts de base

Secteurs touchés Principalement les Services de détail aux États-Unis et certaines fonctions au Canada; la plus grande partie du travail devrait être terminée à la fin du présent exercice

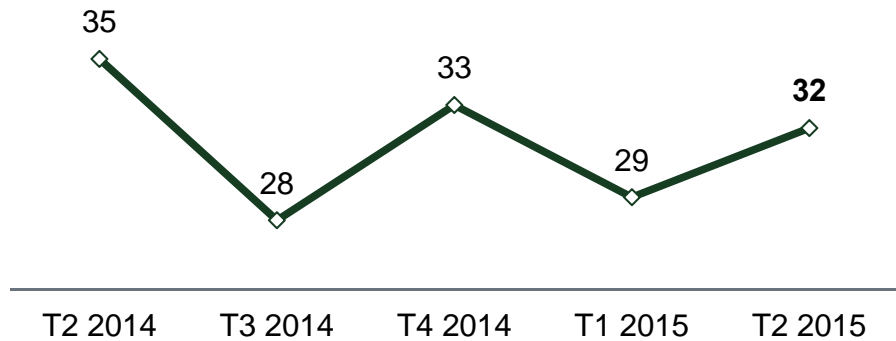
Portefeuille de crédit



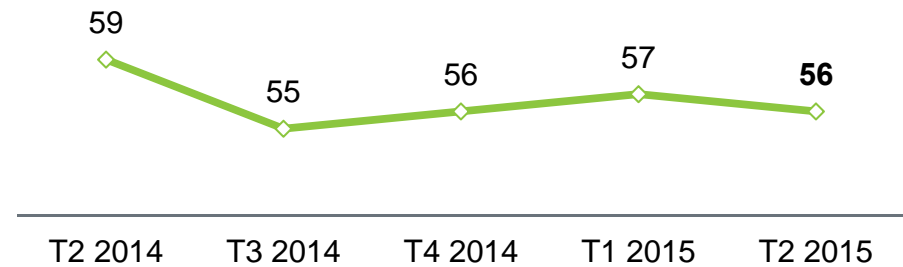
Faits saillants

- Solide rendement continu dans tous les portefeuilles
 - Les taux de perte demeurent à de faibles niveaux
 - Le ratio de provision pour pertes sur créances et le ratio de prêts douteux bruts affichent une tendance stable

Ratio PPC (pdb)¹



Ratio des prêts douteux bruts (pdb)²



Excellente qualité du crédit

1. Ratio PPC : provision pour pertes sur créances sur une base trimestrielle annualisée / moyenne du montant net des prêts et des acceptations; la PPC totale exclut l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur, les titres de créance classés comme prêts et les éléments à noter.

2. Ratio de prêts douteux bruts : prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts (tous les deux au comptant). Exclusion faite de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.



Annexe

Bénéfices du T2 2015 : Éléments à noter



	M\$		BPA		
Bénéfice net et BPA (dilué) comme présentés	1 859 \$		0,97 \$		
Éléments à noter	Avant impôts (en M\$)	Après impôts (en M\$)	BPA	Secteur d'exploitation	Poste des produits / charges ⁵
Amortissement des immobilisations incorporelles ¹	73 \$	65 \$	0,04 \$	Siège social	p. 9, ligne 10
Frais de restructuration ²	337 \$	228 \$	0,12 \$	Siège social	p. 9, ligne 10
Charges/provision pour litiges et liées aux litiges ³	52 \$	32 \$	0,02 \$	Services de détail aux États-Unis	p. 6, ligne 12
Juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres reclassés comme disponibles à la vente	(17 \$)	(15 \$)	(0,01 \$)	Siège social	p. 9, ligne 10
Excluant les éléments à noter précités					
Bénéfice net et BPA (dilué) rajustés⁴	2 169 \$		1,14 \$		

1. Incluant la charge d'amortissement des immobilisations incorporelles de 16 M\$, déduction faite des impôts, se rapportant à TD Ameritrade Holding Corporation. L'amortissement des logiciels est inclus dans l'amortissement des immobilisations incorporelles; cependant, il n'est pas inclus aux fins des éléments à noter, qui ne comprennent que l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises par suite de regroupements d'entreprises.

2. Au T2 2015, la Banque a adopté certaines mesures visant à réduire les coûts et à gérer les charges d'une manière durable, de même qu'à favoriser une plus grande efficacité opérationnelle. Ces mesures comprennent la refonte de processus et la restructuration des secteurs d'exploitation, l'optimisation des succursales de détail et des biens immobiliers, et un examen de l'organisation.

3. Par suite d'un jugement défavorable et de l'évaluation de certains autres événements et expositions survenus aux États-Unis, la Banque a réévalué sa provision pour litiges par mesure de prudence. Compte tenu de ces facteurs, y compris les cas liés ou analogues, la Banque a déterminé qu'un resserrement de sa provision pour litiges était nécessaire au T2 2015, selon les normes comptables applicables.

4. Les résultats rajustés sont définis à la note 1 de la diapositive 3.

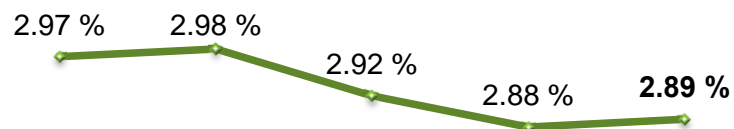
5. Cette colonne renvoie à certaines pages de notre trousse Information financière supplémentaire du T2 2015, accessible sur notre site Web au www.td.com/francais/investisseurs.

Données sur les Services de détail au Canada

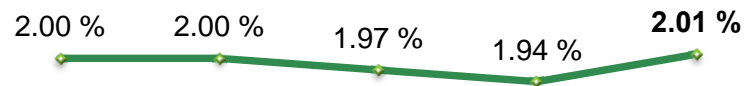


Marge d'intérêt nette

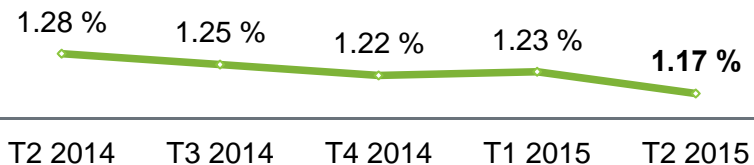
Marge sur les actifs productifs moyens



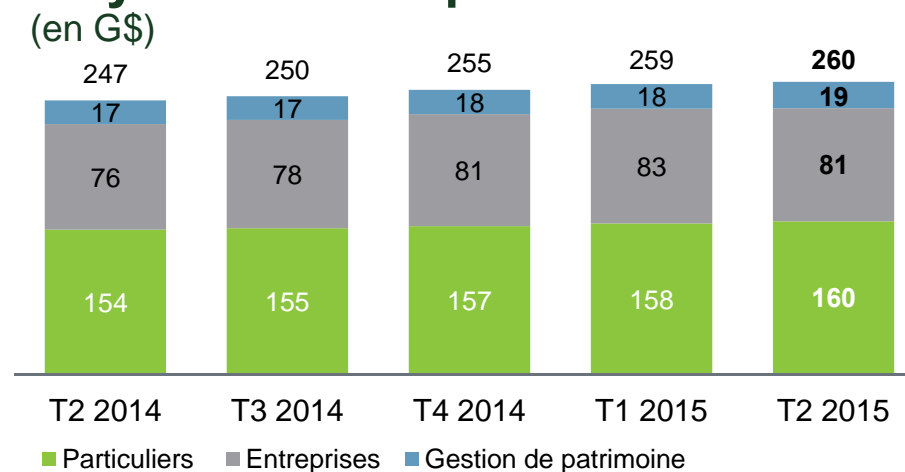
Marge sur les prêts



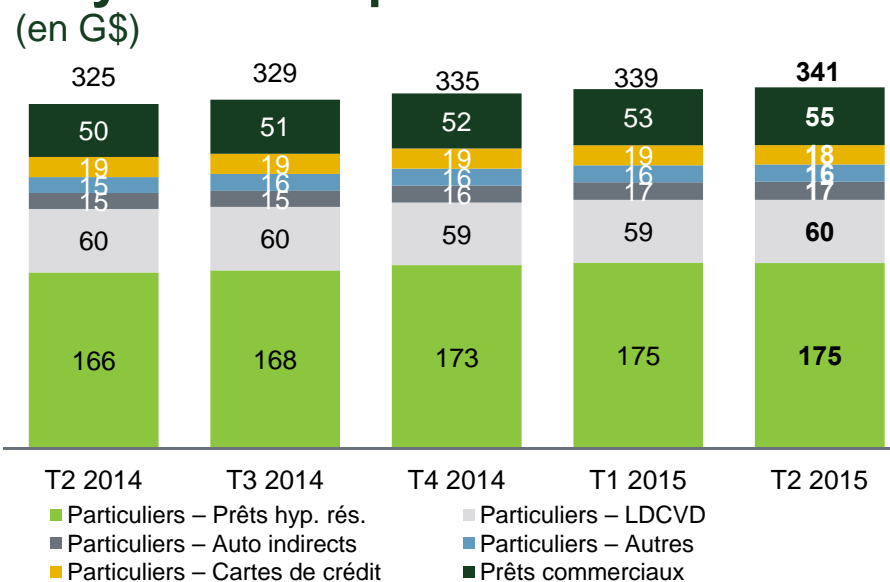
Marge sur les dépôts



Moyenne des dépôts (en G\$)



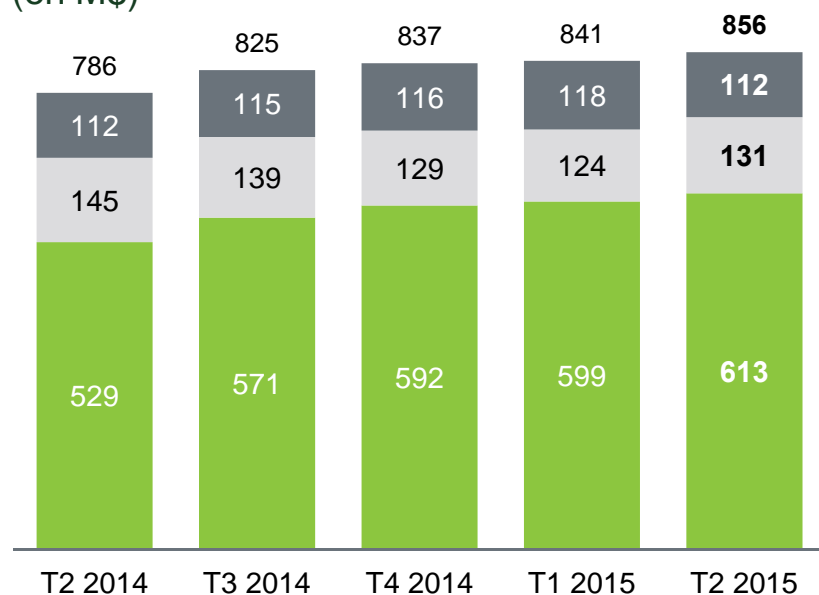
Moyenne des prêts (en G\$)



Gestion de patrimoine au Canada

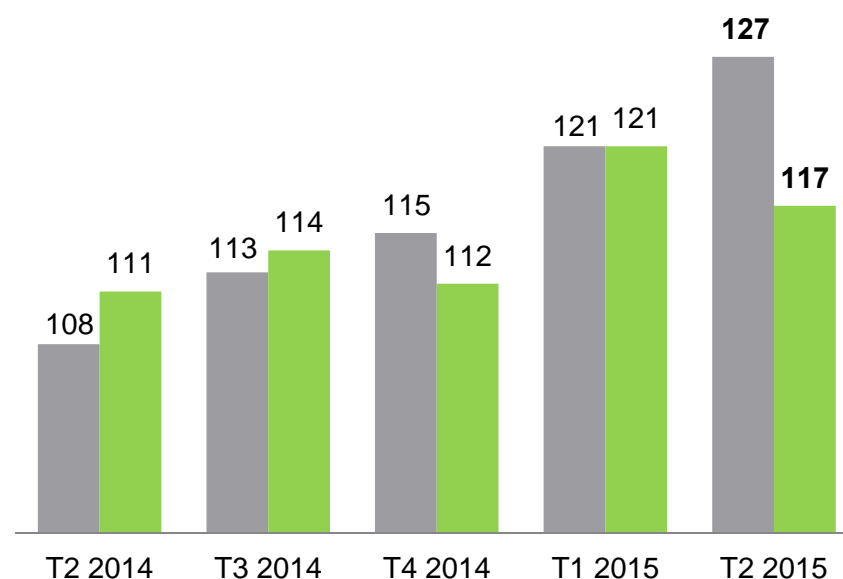


Produits de Gestion de patrimoine¹ (en M\$)



- Produits d'intérêts nets – Gestion de patrimoine
- Produits tirés des opérations – Gestion de patrimoine
- Produits tirés des commissions et autres – Gestion de patrimoine

Actifs gérés – Services de détail et services institutionnels (en G\$)



- Services de détail
- Services institutionnels

1. Certains montants comparatifs relatifs aux Produits tirés des commissions et autres – Gestion de patrimoine ont été retraités afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.

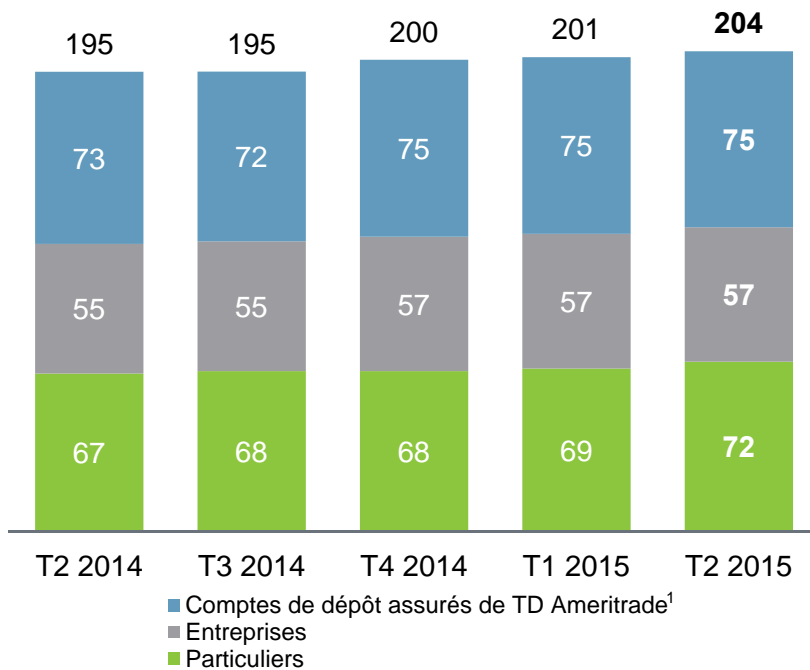
Services de détail aux États-Unis

Croissance des prêts et des dépôts



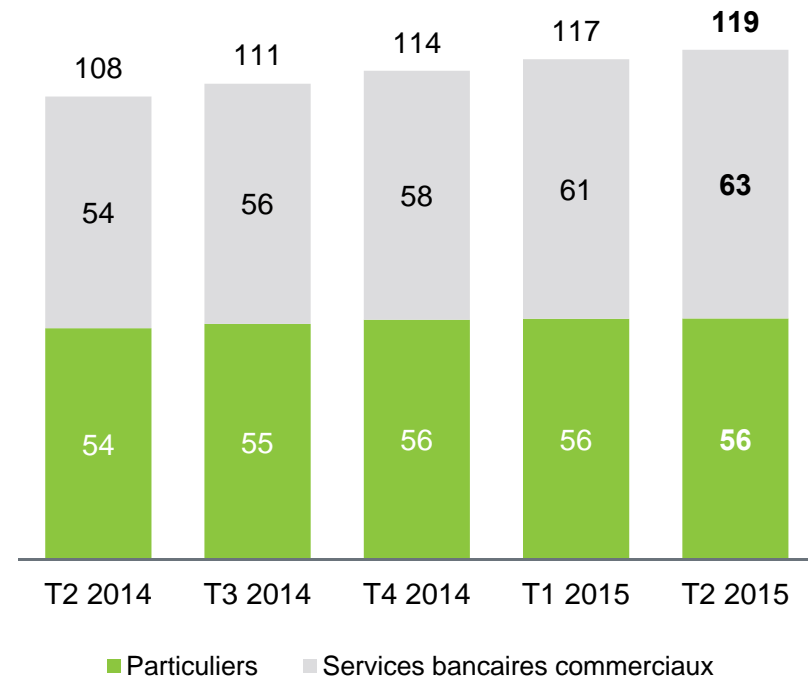
Moyenne des dépôts

(en G\$ US)



Moyenne des prêts

(en G\$ US)



1. Comptes de dépôt assurés

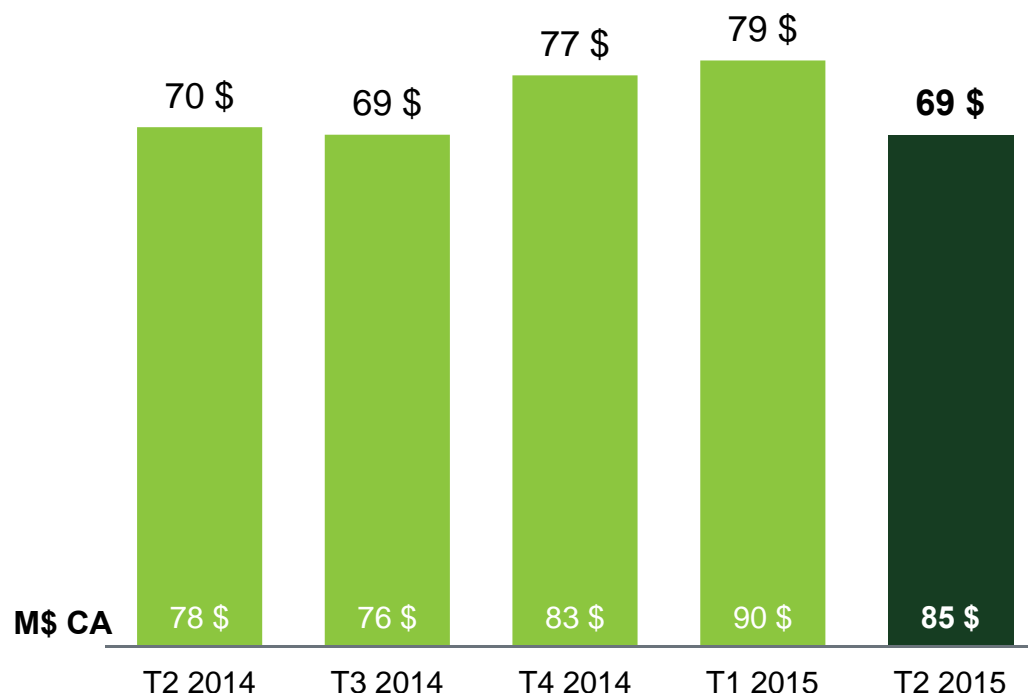
Faits saillants

- Quote-part du bénéfice net de TD Ameritrade revenant à la TD : 85 M\$ CA au T2 2015, en hausse de 9 % sur 12 mois, principalement en raison de ce qui suit :
 - la conversion de change, en partie contrebalancée par la diminution du bénéfice de TD Ameritrade

Résultats de TD Ameritrade

- Bénéfice net de 189 M\$ US au T2 2015, en baisse de 3 % par rapport à l'exercice précédent
- Nombre moyen d'opérations par jour : 477 000, en baisse de 3 % sur 12 mois
- Le total des actifs des clients s'est établi à 695 G\$ US, en hausse de 13 % sur 12 mois

Quote-part du bénéfice net de TD Ameritrade revenant au Groupe Banque TD¹ (en M\$ US)



1. La quote-part du bénéfice net en dollars US revenant à la TD correspond à l'apport en dollars CA du bénéfice net de TD Ameritrade au secteur Services de détail aux États-Unis, tel qu'il est indiqué dans les rapports aux actionnaires de la Banque (www.td.com/francais/investisseurs) pour les trimestres concernés, divisé par le taux de change moyen. Pour de plus amples renseignements, voir le communiqué de presse de TD Ameritrade, accessible au <http://www.amtd.com/newsroom/default.aspx>

Ratio de liquidité à court terme (RLCT)

Nouvelles informations à fournir au T2 2015



De quoi s'agit-il?

- Le RLCT mesure la capacité d'une banque à résister à un scénario de crise de liquidités grave. En d'autres termes, il s'agit de voir si une banque détient une quantité suffisante d'actifs liquides de grande qualité pour pouvoir traverser une période de 30 jours au cours de laquelle d'importantes sorties de capitaux sont attendues.

Comment est-il présenté?

- Le ratio RLCT est calculé chaque fin de mois et la moyenne est présentée chaque trimestre.
- Le ratio RLCT du Groupe Banque TD est présenté selon les Normes de liquidité du BSIF; celles-ci décrivent les types de placements qui sont considérés comme des actifs liquides de grande qualité (*High Quality Liquid Assets* ou HQLA) de même que les facteurs de liquidité en cas de tensions, notamment les taux de retrait sur dépôts.
- Ratio RLCT minimal selon les Normes de liquidité de BSIF = 100 %.

		Moyenne du T2
(A) Actifs liquides de grande qualité	■ Principalement des obligations souveraines de grande qualité ou garanties par des émetteurs souverains	■ 167 G\$
(B) Sorties de liquidités attendues pendant une période de tensions de 30 jours	■ Principalement des retraits sur dépôts, les financements de gros garanti et non garanti, autres garanties nécessaires en cas de tensions sur les marchés	■ 137 G\$
(A) / (B) = Ratio RLCT de fin de mois	■ Moyenne trimestrielle calculée à partir des trois ratios RLCT mensuels	■ 122 %

Marché canadien de l'habitation



Portefeuille		T2 2015
Portefeuille de CGBI au Canada	Solde brut des prêts	236 G\$
	Pourcentage des prêts assurés	60 %
	Ratio prêt-valeur (RPV) actuel des prêts hypothécaires non assurés ¹	60 %
Prêts consentis aux acheteurs de copropriétés (prêts hypothécaires résidentiels)	Solde brut des prêts	30 G\$
	Pourcentage des prêts assurés	70 %
Prêts consentis aux acheteurs de copropriétés (LDCVD)	Solde brut des prêts	6 G\$
	Pourcentage des prêts assurés	37 %

Thème	Position de la TD
Qualité du crédit des prêts consentis aux acheteurs de copropriétés	<ul style="list-style-type: none"> RPV, cote de crédit et taux de défaillance en phase avec le portefeuille global
Exposition aux prêts consentis aux promoteurs de copropriétés de grande hauteur	<ul style="list-style-type: none"> Stabilité des volumes des portefeuilles, qui comptent pour moins de 1,5 % du portefeuille des Services bancaires commerciaux au Canada Exposition limitée aux emprunteurs ayant de solides antécédents, disposant de liquidités suffisantes et qui entretiennent une relation de longue date avec la TD

1. Le RPV actuel correspond à la somme du RPV de chaque prêt hypothécaire pondéré par le solde du prêt.

Portefeuille de prêts bruts (acceptations bancaires comprises)



Soldes (en G\$ CA, sauf indication contraire)

	T1 2015	T2 2015
Portefeuille des Services de détail au Canada	339,6 \$	342,4 \$
Particuliers	285,6 \$	287,2 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	175,3	175,5
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	59,7	60,3
Prêts automobiles indirects	16,9	17,5
Lignes de crédit non garanties	9,2	9,3
Cartes de crédit	17,4	17,5
Autres prêts aux particuliers	7,1	7,1
Services bancaires commerciaux (y compris Services bancaires aux petites entreprises)	54,0 \$	55,2 \$
Portefeuille des Services de détail aux É.-U. (montants en \$ US)	117,0 \$ US	120,0 \$ US
Particuliers	56,0 \$ US	56,1 \$ US
Prêts hypothécaires résidentiels	20,8	20,8
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD) ¹	10,3	10,3
Prêts automobiles indirects	17,2	17,5
Cartes de crédit	7,1	6,9
Autres prêts aux particuliers	0,6	0,6
Services bancaires commerciaux	61,0 \$ US	63,9 \$ US
Immobilier non résidentiel	12,9	13,2
Immobilier résidentiel	3,6	3,8
Commercial et industriel	44,5	46,9
Opérations de change – portefeuille des Services bancaires personnels et commerciaux aux É.-U.	31,7 \$	24,7 \$
Portefeuille des Services de détail aux É.-U. (en \$ CA)	148,7 \$	144,7 \$
Portefeuille des Services bancaires de gros²	30,1 \$	30,6 \$
Autres³	3,4 \$	3,4 \$
Total	521,8 \$	521,1 \$

1. LDCVD aux É.-U. comprend les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire.

2. Le portefeuille des Services bancaires de gros comprend les prêts aux entreprises et les autres prêts bruts et acceptations des Services bancaires de gros.

3. « Autres » comprend les prêts acquis ayant subi une perte de valeur et les prêts du secteur Siège social.

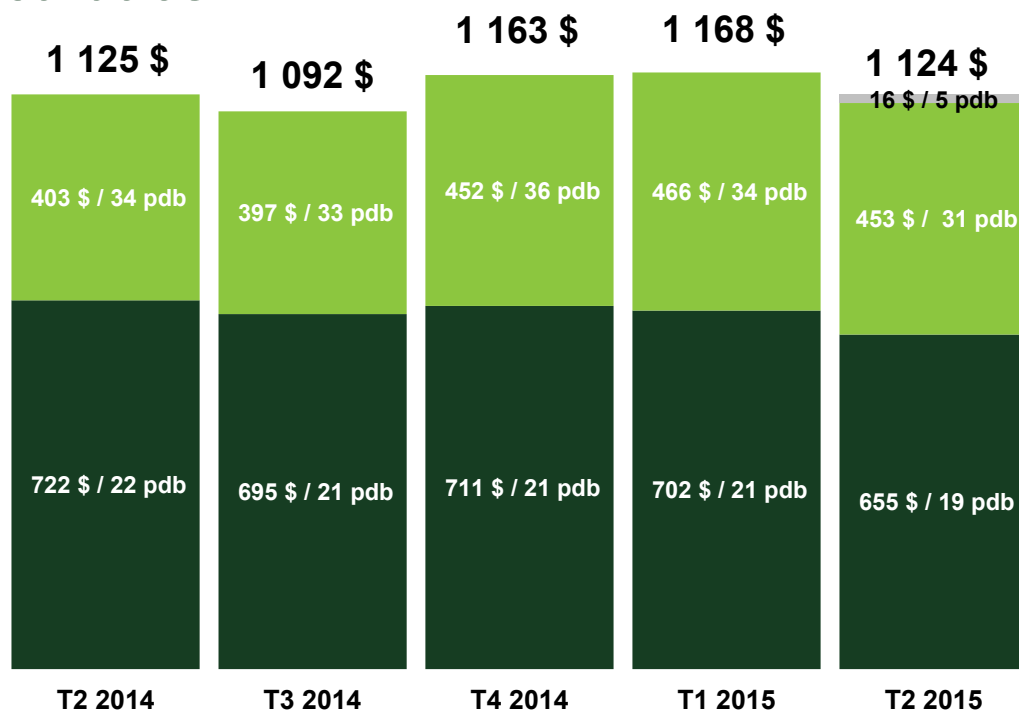
Remarque : Le total des chiffres peut ne pas correspondre à 100 % en raison de l'emploi de chiffres arrondis.

Excluent les titres de créance classés comme prêts.

Formations de prêts douteux bruts par portefeuille



Formations de prêts douteux bruts¹ : en M\$ et ratios²



Faits saillants

- Les formations de prêts douteux bruts ont diminué principalement en raison de l'amélioration du crédit garanti par des biens immobiliers au Canada
- Les formations de prêts douteux pour le portefeuille des Services bancaires de gros sont attribuables à une seule contrepartie

	T2 2014	T3 2014	T4 2014	T1 2015	T2 2015	
	24	23	24	23	22	<i>pdb</i>
Homologues au Canada ⁴	15	14	16	14	N. d.	<i>pdb</i>
Homologues aux États-Unis ⁵	25	22	22	19	N. d.	<i>pdb</i>

- Autres³
- Portefeuille des Services bancaires de gros
- Portefeuille des Services de détail aux É.-U.
- Portefeuille des Services de détail au Canada

1. Les formations de prêts douteux bruts représentent les ajouts aux acceptations et prêts douteux pendant le trimestre, à l'exclusion de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.

2. Ratio de formation des prêts douteux bruts : formations de prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts moyens.

3. « Autres » comprend les prêts acquis ayant subi une perte de valeur et les prêts du secteur Siège social.

4. Moyenne des homologues au Canada : BMO, BNS, CIBC et RBC; les données incluent les titres de créance classés comme prêts.

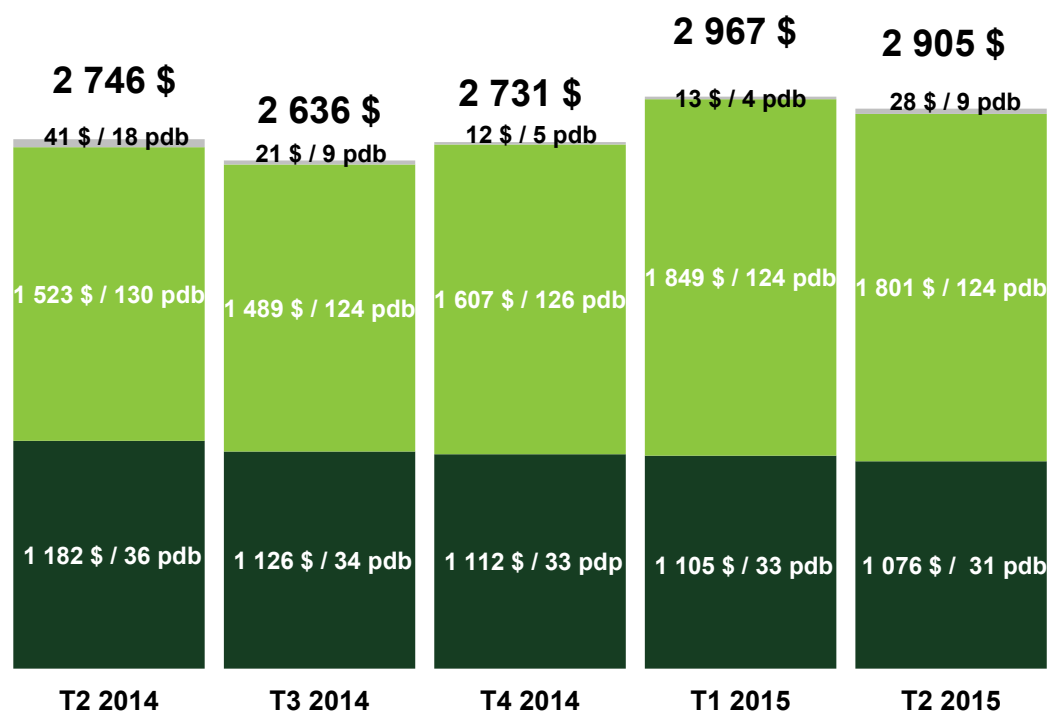
5. Moyenne des homologues aux États-Unis : BAC, C, JPM, USB et WFC (ajout d'actifs à intérêt non comptabilisé / prêts bruts moyens).

N. d. : Non disponible

Prêts douteux bruts par portefeuille



Prêts douteux bruts¹ : en M\$ et ratios²



Faits saillants

- Le ratio des prêts douteux bruts est stable pour l'ensemble du portefeuille

	T2 2014	T3 2014	T4 2014	T1 2015	T2 2015	
	59	55	56	57	56	<i>pdb</i>
Homologues au Canada ⁴	68	64	65	68	N. d.	<i>pdb</i>
Homologues aux États-Unis ⁵	148	141	133	127	N. d.	<i>pdb</i>

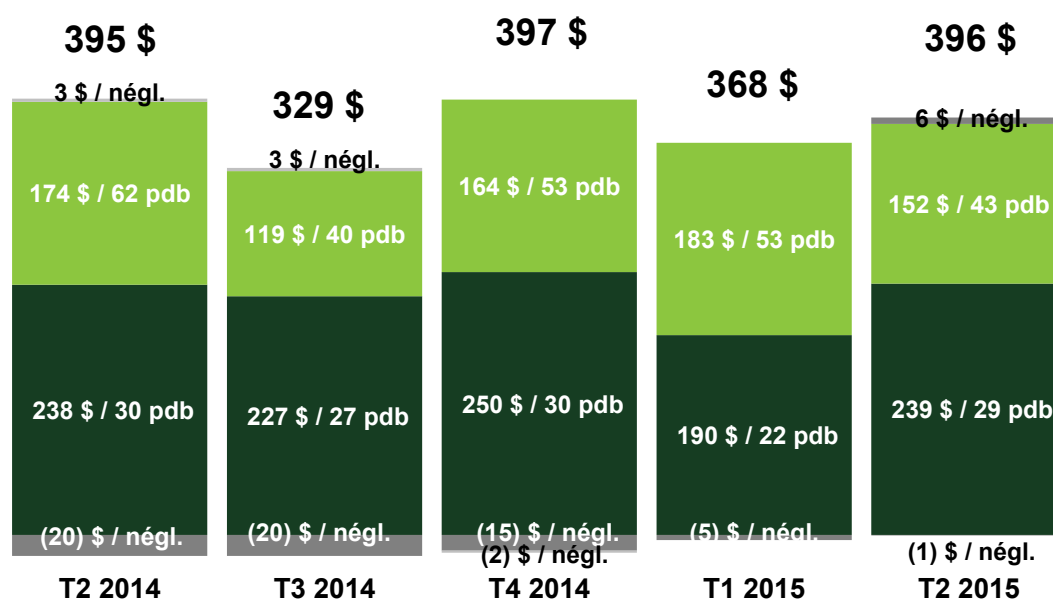
- Autres³
- Portefeuille des Services bancaires de gros
- Portefeuille des Services de détail aux É.-U.
- Portefeuille des Services de détail au Canada

1. Les prêts douteux bruts ne tiennent pas compte de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.
 2. Ratio des prêts douteux bruts : prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts (tous les deux au comptant) par portefeuille.
 3. « Autres » comprend les prêts acquis ayant subi une perte de valeur et les prêts du secteur Siège social.
 4. Moyenne des homologues au Canada : BMO, BNS, CIBC et RBC; les données incluent les titres de créance classés comme prêts.
 5. Moyenne des homologues aux États-Unis : BAC, C, JPM, USB et WFC (prêts improductifs / total des prêts bruts).
 N. d. : Non disponible

Provision pour pertes sur créances (PPC) par portefeuille



PPC¹ : en M\$ et ratios²



Faits saillants

- Le ratio PPC demeure faible
- La hausse de la PPC au Canada représente un retour au taux normal après une cession de dettes au T1.

	T2 2014	T3 2014	T4 2014	T1 2015	T2 2015	
1	35	28	33	29	32	<i>pdb</i>
Homologues au Canada ⁵	28	27	32	28	N. d.	<i>pdb</i>
Homologues aux États-Unis ⁶	44	47	49	54	N. d.	<i>pdb</i>

- Autres³
- Portefeuille des Services bancaires de gros⁴
- Portefeuille des Services de détail aux É.-U.
- Portefeuille des Services de détail au Canada

1. La PPC exclut l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur, les titres de créance classés comme prêts et les éléments à noter.

2. Ratio PPC : provision pour pertes sur créances sur une base trimestrielle annualisée / moyenne du montant net des prêts et des acceptations.

3. « Autres » comprend les prêts acquis ayant subi une perte de valeur et les prêts du secteur Siège social.

4. La PPC des Services bancaires de gros exclut les primes sur les swaps sur défaillance de crédit : T2 2015 (3 M\$) / T1 2015 (3 M\$)

5. Moyenne des homologues au Canada : BMO, BNS, CIBC et RBC; les PPC des homologues excluent les augmentations de la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées. Les données incluent les titres de créance classés comme prêts.

6. Moyenne des homologues aux États-Unis : BAC, C, JPM, USB et WFC.

Négl. : négligeable; N. d. : non disponible

Services bancaires personnels au Canada



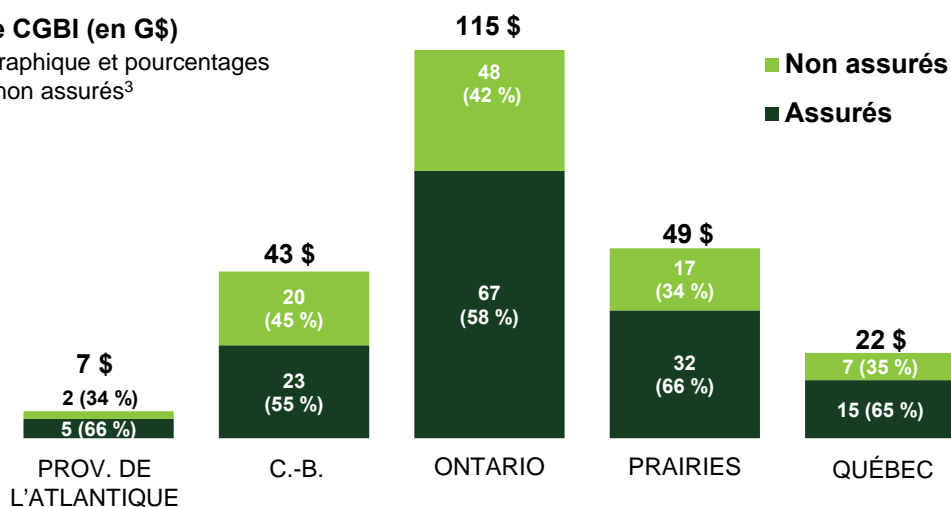
T2 2015				
Services bancaires personnels au Canada ¹	Prêts bruts (en G\$)	Prêts douteux bruts/prêts	Prêts douteux bruts (en M\$)	PPC ² (en M\$)
Prêts hypothécaires résidentiels	176	0,25 %	437	10
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	60	0,40 %	242	2
Prêts automobiles indirects	17	0,25 %	44	39
Lignes de crédit non garanties	9	0,47 %	44	30
Cartes de crédit	18	0,92 %	162	130
Autres prêts aux particuliers	7	0,29 %	21	14
Total des Services bancaires personnels au Canada	287 \$	0,33 %	950 \$	225 \$
Variation p/r au T1 2015	2 \$	(0,02 %)	(37 \$)	43 \$

Faits saillants

- La qualité du crédit reste élevée dans le portefeuille des Services bancaires personnels au Canada

Portefeuille de CGBI (en G\$)

Répartition géographique et pourcentages d'actifs assurés/non assurés³



RPV des prêts hypothécaires non assurés (%)³

T2 2015 ⁴	68	54	58	66	65
T1 2015 ⁴	69	55	59	64	65

1. À l'exclusion de tous les prêts acquis ayant subi une perte de valeur.

2. Provision pour pertes sur créances qui ne sont pas individuellement considérables exclut tout changement à la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées.

3. Les territoires sont répartis comme suit : le Yukon est compris dans la Colombie-Britannique, le Nunavut est compris dans l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest sont compris dans la région des Prairies.

4. Le rapport prêt-valeur (RPV) est établi en fonction du prix moyen désaisonnalisé par grande ville (Association canadienne de l'immobilier) et correspond à la somme du RPV de chaque prêt hypothécaire pondéré par le solde du prêt, conformément aux données présentées par nos homologues.

Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada



T2 2015			
Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada	Prêts bruts/AB (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	PPC ¹ (en M\$)
Services bancaires commerciaux ²	55	126	12
Services bancaires de gros	31	28	(1)
Total des Services bancaires commerciaux et des Services bancaires de gros au Canada	86 \$	154 \$	11 \$
Variation p/r au T1 2015	2 \$	23 \$	8 \$
Répartition par secteur	Prêts bruts/AB (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	Provision ¹ (en M\$)
Immobilier résidentiel	14,7	15	7
Immobilier non résidentiel	10,7	11	4
Services financiers	10,5	0	0
Gouv./fonction publique/santé et services sociaux	11,6	10	5
Ressources ³	6,5	25	6
- Production de pétrole et de gaz	3,2	15	0
- Services de pétrole et de gaz	0,6	6	5
Produits de consommation ⁴	3,7	22	11
Industriel / manufacturier ⁵	4,3	22	15
Agriculture	5,1	6	1
Automobile	4,3	2	1
Autres ⁶	14,3	41	33
Total	86	154 \$	83 \$

Faits saillants

- Les portefeuilles des Services bancaires commerciaux et des Services bancaires de gros au Canada continuent d'afficher de bons résultats
- Le rendement du portefeuille de pétrole et gaz est satisfaisant, étant donné que les emprunteurs absorbent encore l'ensemble des effets du recul des prix du pétrole

1. La provision pour pertes sur créances relatives à des contreparties particulières et qui ne sont pas individuellement significatives exclut tout changement à la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées.

2. Incluant les Services bancaires aux petites entreprises.

3. Les ressources comprennent : la foresterie, les métaux et mines, les pipelines ainsi que le pétrole et le gaz.

4. Les produits de consommation comprennent : les aliments, les boissons et le tabac, ainsi que le secteur du commerce de détail.

5. Le secteur industriel / manufacturier comprend : la construction industrielle et les entrepreneurs spécialisés, ainsi que les industries manufacturières diverses et la vente de gros.

6. La catégorie « Autres » comprend l'énergie et les services publics, les télécommunications, la câblodistribution et les médias, les transports, les services, notamment professionnels, ainsi que d'autres secteurs.

Services bancaires personnels aux États-Unis – Dollars US



T2 2015				
Services bancaires personnels aux États-Unis ¹	Prêts bruts (en G\$)	Prêts douteux bruts/prêts	Prêts douteux bruts (en M\$)	PPC ² (en M\$)
Prêts hypothécaires résidentiels	21	1,37 %	285	12
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD) ³	10	3,88 %	400	0
Prêts automobiles indirects	17	0,67 %	118	16
Cartes de crédit	7	1,47 %	101	61
Autres prêts aux particuliers	0,5	0,88 %	5	12
Total des Services bancaires personnels aux É.-U. (\$ US)	56 \$	1,62 %	909 \$	102 \$
Variation par rapport au T1 2015 (\$ US)	0 \$	0,07 %	39 \$	(58) \$
Opérations de change	12 \$	-	187 \$	25 \$
Total des Services bancaires personnels aux É.-U. (\$ CA)	68 \$	1,62 %	1 096 \$	127 \$

Faits saillants

- La qualité des actifs des Services bancaires personnels aux États-Unis demeure bonne
- Hausse des prêts douteux bruts en raison principalement de la restructuration de la dette des débiteurs en difficultés entourant les LDCVD et les prêts sur valeur domiciliaire

Portefeuille du CGBI aux É.-U.¹

Distribution du rapport prêt-valeur (RPV) indexé et cotes FICO mises à jour⁴

RPV estimatif actuel	Prêts hypothécaires résidentiels	LDCVD de 1 ^{er} rang	LDCVD de 2 ^e rang	Total
> 80 %	8 %	14 %	34 %	13 %
De 61 à 80 %	45 %	32 %	38 %	42 %
<= 60 %	47 %	55 %	28 %	45 %
Cotes FICO actuelles > 700	87 %	88 %	83 %	86 %

1. À l'exclusion de tous les prêts acquis ayant subi une perte de valeur.

2. Provision pour pertes sur créances qui ne sont pas individuellement considérables exclut tout changement à la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées.

3. Les LDCVD comprennent les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire.

4. Rapport prêt-valeur établi en fonction de la limite de crédit autorisé et du Loan Performance Home Price Index en date de février 2015. Cotes FICO mises à jour en mars 2015.

Services bancaires commerciaux aux États-Unis – Dollars US



Services bancaires commerciaux aux États-Unis ¹	T2 2015		
	Prêts bruts/AB (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	PPC ² (en M\$)
Immobilier commercial	17	230	0
Immobilier non résidentiel	13	160	4
Immobilier résidentiel	4	70	(4)
Commercial et industriel	47	355	15
Total Services bancaires commerciaux aux É.-U. (\$ US)	64 \$	585 \$	15 \$
Variation par rapport au T1 2015 (\$ US)	3 \$	0 \$	(11 \$)
Opérations de change	13 \$	120 \$	4 \$
Total Services bancaires commerciaux aux É.-U. (\$ CA)	77 \$	705 \$	19 \$

Immobilier commercial	Prêts bruts / AB (en G\$ US)	Prêts douteux bruts (en M\$ US)
Bureaux	4,5	36
Services de détail	3,9	49
Appartements	3,1	39
Résidentiel à vendre	0,2	21
Industriel	1,2	31
Hôtels	0,8	21
Terrains commerciaux	0,1	8
Autres	3,1	25
Total Immobilier commercial	17 \$	230 \$

Commercial et industriel	Prêts bruts / AB (en G\$ US)	Prêts douteux bruts (en M\$ US)
Santé et services sociaux	6,9	46
Services professionnels et autres	5,9	68
Produits de consommation ³	4,6	80
Industriel/manufacturier ⁴	5,7	73
Gouvernement/secteur public	6,5	10
Services financiers	2,2	24
Automobile	2,2	9
Autres ⁵	13	45
Total Commercial et industriel	47 \$	355 \$

Faits saillants

- Bonne qualité soutenue dans le portefeuille des Services bancaires commerciaux aux É.-U.
- Le secteur Commercial et industriel a connu une croissance généralisée, principalement attribuable à l'exposition à des titres garantis par les gouvernements, à des titres dont la cote de solvabilité est bonne ou à une exposition favorable aux obligations de sociétés

1. À l'exclusion des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.

2. La provision pour pertes sur créances relatives à des contreparties particulières et qui ne sont pas individuellement significatives exclut tout changement à la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées.

3. Les produits de consommation comprennent : les aliments, les boissons et le tabac, ainsi que le secteur du commerce de détail.

4. Le secteur industriel / manufacturier comprend : la construction industrielle et les entrepreneurs spécialisés, ainsi que les industries manufacturières diverses et la vente de gros.

5. La catégorie « Autres » comprend : l'agriculture, l'énergie et les services publics, les télécommunications, la câblodistribution et les médias, les transports, les ressources ainsi que d'autres secteurs.

Coordonnées des Relations avec les investisseurs



Téléphone :

416-308-9030 ou 1-866-486-4826

Courriel :

tdir@td.com

Site Web :

www.td.com/francais/investisseurs



Grand prix des meilleures relations avec les investisseurs :
Sociétés à forte capitalisation

Meilleures relations avec les investisseurs par secteur :
Services financiers

Meilleures relations avec les investisseurs par un chef des finances : Sociétés à forte capitalisation

Meilleures relations avec les investisseurs par un agent :
Sociétés à forte capitalisation

Meilleure information financière

Meilleure utilisation de la technologie



Groupe Banque TD
Présentation sur les résultats trimestriels
Deuxième trimestre de 2015

Jeudi 28 mai 2015